

par **PAULA VASQUEZ LEZAMA***

Pétrole, Chine et corruption

LA CRISE DE 2016 est sûrement la pire de l'histoire républicaine du Venezuela. L'année va se terminer avec l'inflation la plus élevée du monde et une pénurie de denrées alimentaires et de médicaments qui touche sévèrement la population. Cette situation conduit à se poser la question de la nature de la « révolution bolivarienne » du défunt président Chavez. Que penser d'un modèle socio-politique et économique qui s'effondre et dessine un panorama très sombre pour la population du pays ?

La fin de la légitimité électorale du « chavisme »

L'annonce officielle le 21 septembre par l'autorité électorale vénézuélienne de l'abandon du projet de référendum révocatoire contre Nicolas Maduro prévu pour 2016 constitue une telle violation de la Constitution de 1999 qu'on peut désormais affirmer que le régime politique « chaviste » est une dictature. Et cela d'autant plus que le gouvernement de Maduro a prolongé pour un temps indéfini l'état d'exception.

Il faut savoir tout d'abord que les conditions techniques de la commission électorale vénézuélienne ont été conçues pour empêcher que soit recueilli le nombre de signatures d'électrices et d'électeurs nécessaire à la réalisation du référendum. En effet, au Venezuela, toutes les procédures électorales sont automatisées. La coalition unitaire de l'opposition, la Table de l'unité démocratique (MUD), demandait la mise en fonctionnement de 19500 machines dans les bureaux de vote permettant que l'on signe avec ses empreintes digitales. Mais la commission électorale a décidé de n'installer que 5300 machines, ce qui rend très difficile le recueil des quatre millions de signatures nécessaires pour formaliser la demande de référendum. Les analystes vénézuéliens soulignent aujourd'hui que seul un électeur sur trois voulant signer en faveur du référendum pourra réellement le faire.

* Chargée de recherche, CESPRIA-CNRS.

Le fait que ce dernier soit complètement écarté en 2016 signifie qu'il n'y aura aucun changement politique et que le chavisme continuera de s'accrocher au pouvoir jusqu'en 2019. En effet, si le référendum a lieu en 2017, le pouvoir sera assumé par le vice-président désigné par Nicolas Maduro, ce qui veut donc dire qu'il n'y aura pas de nouvelles élections présidentielles et que les décisions nécessaires pour sauver l'économie ne seront pas prises. Le gouvernement de Nicolas Maduro et le bloc politique « chaviste » ont ainsi pris clairement la décision de sacrifier la population vénézuélienne au profit de leur maintien au pouvoir.

Avec ces tricheries et ces entraves, le gouvernement Maduro a perdu toute pudeur politique. Nous savons maintenant que le chavisme, qui s'était toujours vanté de sa légitimité électorale, refuse d'être mis en minorité.

Le jeu chinois

Le refus de fait du référendum n'a pas uniquement une signification politique. Il a aussi une signification concrète, économique et financière, car les caisses de l'État sont vides. Durant le premier semestre de 2016, le gouvernement de Nicolas Maduro a vendu un tiers des réserves d'or du pays sur le marché international. La seule aide financière dont il a bénéficié lui est venue de Pékin. Le Venezuela s'est en effet tourné vers la Chine pour obtenir de nouveaux crédits qu'il compte rembourser en utilisant le pétrole de l'Orénoque. Cette démarche n'est pas étonnante: l'idéologie chaviste est fondée avant tout sur l'utilisation de la rente pétrolière comme levier social, économique et politique; sans cette ressource, il aurait été impossible de mener à bien le « renouveau » de l'histoire nationale dont les chavistes prétendent être les auteurs et aujourd'hui le gouvernement compte encore sur elle pour éviter l'effondrement.

Mais ce leitmotiv du « socialisme rentier » révèle de la part de la Chine une stratégie qui ne vise pas seulement à assurer la survie du régime. La Chine exerce désormais une réelle emprise économique et financière sur le Venezuela. Elle est impliquée, notamment à l'échelle des régions, en particulier le bassin caribéen et la façade atlantique colombienne, dans plusieurs grands projets d'infrastructures énergétiques: élargissement du canal de Nicaragua, construction d'un oléoduc entre le Venezuela et la Colombie, etc. Ces projets, qui relieront les Caraïbes au Pacifique, sont d'une importance majeure aussi pour la Chine puisqu'ils permettront d'ouvrir de nouveaux accès aux marchandises et aux flux énergétiques en provenance et à destination du Pacifique.

Ces projets augmenteraient de manière considérable le commerce chinois avec les pays de la Caraïbe mais aussi avec le reste des pays latino-américains. Le Venezuela, en tant que puissance pétrolière, fondatrice de l'Opep et détentrice de grandes réserves de pétrole lourd et extra-lourd, est directement concerné par ces projets qui, en réduisant la distance entre le Venezuela et la Chine et donc le coût du transport, faciliteraient, de fait, l'acheminement

d'une plus grande quantité de pétrole vers la Chine. Mais on n'en est pas encore là: en réalité, le Venezuela peine à produire du pétrole.

Les entreprises pétrolières chinoises ont réussi petit à petit à s'implanter au Venezuela. Mais leurs investissements ne sont pas dirigés en priorité vers le développement des ressources. Curieusement, seule une faible partie des prêts est allouée au développement de la production et à la construction d'infrastructures énergétiques, ce qui semble contradictoire avec la mission assignée par l'État chinois à ses entreprises pétrolières: sécuriser des ressources à l'étranger.

Les obstacles que les compagnies chinoises rencontrent restent encore à préciser. En effet, le gouvernement vénézuélien a imaginé de grands plans d'aménagement du bassin de l'Orénoque, difficilement réalisables sans un afflux massif de capitaux. Or, c'est en particulier du développement des ressources de ce territoire que dépend l'approvisionnement chinois en pétrole vénézuélien.

La situation est paradoxale car la politique pétrolière de Caracas freine la production nationale. Et l'engagement chinois au Venezuela dépasse visiblement le cadre énergétique sur lequel est actuellement basé le partenariat.

Le rôle clé de la Chine

En plus d'être le deuxième partenaire économique du Venezuela après les États-Unis, la Chine est la première source étrangère de capitaux du pays, ce qui lui confère un rôle clé à la fois dans l'économie et la politique vénézuéliennes. L'engagement financier de la Chine au Venezuela est pour le moins colossal: depuis 2007, Pékin a prêté au pays au total 56,3 milliards de dollars, soit pratiquement la moitié (47,4 %) des prêts chinois consentis à l'Amérique latine pendant la période 2005-2014 – c'est-à-dire 118,8 milliards de dollars^[1]. Ces prêts sont remboursés en pétrole: PDVSA (Petroleos de Venezuela SA), la compagnie pétrolière d'État vénézuélienne, expédie à PetroChina, filiale de China National Petroleum Corporation (CNPC), une quantité de pétrole préalablement définie par contrat.

Les contrats de livraison à long terme ont permis aux compagnies chinoises de s'insérer dans l'industrie pétrolière vénézuélienne, de participer à la production de pétrole et à la certification des ressources, en constituant des entreprises mixtes avec PDVSA. La CDB – La China Development Bank – va même plus loin et « recycle » la plupart de ses crédits au Venezuela sous la forme de contrats pour des projets de construction qui vont tout droit dans les mains des compagnies chinoises^[2]. Cette collaboration est multiple: elle ne se

1. Amos IRWIN et Gallagher KEVIN, « Chinese Finance to Latin America Tops \$100 billion », *Inter American Dialogue*, 2015. Disponible sur <http://thediologue.org/page.cfm?pageID=32&pubID=3563>, accès le 7 juin 2015.

2. Henry SANDERSON et Michael FORSYTHE, *China's Superbank, Debt, Oil and Influence. How China Development Bank is Rewriting the Rule of Finance*, 2013 p.136.

limite pas seulement à l'énergie mais elle s'étend à d'autres secteurs (agriculture, infrastructures, technologie de pointe, etc.) et attire donc une multitude d'acteurs chinois, en plus des seules compagnies pétrolières.

Le Fonds conjoint sino-vénézuélien (le *Fondo Chino*, comme on l'appelle au Venezuela) établi en 2007 a pour vocation de réinvestir le capital issu des exportations pétrolières non seulement dans des projets énergétiques et miniers mais aussi dans des programmes d'éducation et de développement social au Venezuela. Le Fonds est administré par Bandes, la banque d'État de développement du Venezuela, qui contribue, aux côtés de la CDB, à l'alimenter. Toutefois, il est important de rappeler le manque de transparence autour de ces contrats entre la Chine et le Venezuela. Personne ne connaît réellement les termes exacts dans lesquels ils sont signés ni l'utilisation faite de l'argent!

Si l'on regarde plus en détail la part des prêts chinois alloués au secteur énergétique du Venezuela, on constate que sur la période allant de 2007 à 2014 ils représentent seulement 6 milliards de dollars contre 28,4 milliards utilisés pour les infrastructures. En juin 2013, 4 milliards de dollars ont été investis pour développer la production de Sinovensa (entreprise mixte sino-vénézuélienne) dans l'Orénoque. Ce manque de crédits alloués au secteur énergétique explique, en partie, pourquoi le Venezuela reste un partenaire pétrolier marginal de la Chine, même si, toutefois, les exportations vers la Chine ont considérablement augmenté en l'espace de dix ans, passant de 12 300 barils par jour en 2004 à 369 000 en 2013. Le Venezuela est le 7^e partenaire pétrolier de la Chine; il fournit 4 % des importations pétrolières chinoises en 2014 contre 6 %^[3] en 2013^[4]. Au total, l'Amérique latine représente 10 % des approvisionnements en pétrole de la Chine, moins que l'Afrique (23 %) et le Moyen-Orient (52 %). Le Venezuela fait partie, avec le Brésil et l'Équateur, des trois pays d'Amérique latine ciblés par la Chine pour son approvisionnement en énergie.

Il ne faut pas négliger la multitude d'acteurs qui sont parties prenantes dans cette coopération. Les compagnies pétrolières d'État et les banques chinoises fonctionnent comme des leviers permettant à Pékin de mettre en œuvre sa politique énergétique à l'étranger. L'État chinois apporte un soutien politique, financier et diplomatique à ses entreprises et il accroît ainsi leurs chances de remporter de nouveaux marchés. Les contrats de livraison avec le Venezuela se négocient directement entre les plus hauts fonctionnaires des États chinois et vénézuélien.

Bien qu'on soit sûr que Pékin apporte son soutien politique et financier aux projets vénézuéliens, il n'est pas toujours aisé de faire la distinction entre le rôle politique et le rôle

3. Le Brésil et la Colombie quant à eux fournissent respectivement 2 et 3% des importations de pétrole de la Chine.

4. EIA, China Country Analysis Brief, Us Energy Information Administration, 2014, February 4 – 2015, May 14.

économique que jouent dans cette coopération le gouvernement, les banques et les compagnies pétrolières chinoises, et encore moins de savoir s'ils ont des intérêts divergents dans ce domaine et qui est réellement à l'initiative des projets.

Le fait que les projets de développement de la production et des infrastructures pétrolières ne reçoivent pas plus de crédits est sans doute révélateur de ces divergences d'intérêts. C'est pourquoi les Chinois ont probablement plusieurs stratégies, les réserves pétrolières du Venezuela n'étant pas l'unique motivation qui les pousse à octroyer des crédits à un pays situé à l'autre bout du globe et qui ne lui est pas un partenaire naturel. Les mécanismes financiers mis en place, les sommes en jeux, les différents acteurs – à la fois, étatiques, économiques et institutionnels - que ce partenariat mobilise nous interrogent sur les enjeux réels d'une telle coopération : même si le Venezuela possède les premières ressources de pétrole au monde, le montant des prêts chinois et la destination de ces derniers (placés en majorité dans les infrastructures) contraste avec les faibles volumes de pétrole expédiés en Chine, qui, s'ils progressent, ne sont pas appelés à connaître de hausse spectaculaire dans les prochaines années en raison de différentes contraintes logistiques et économiques.

Ainsi restent en suspens de multiples questions touchant à la présence chinoise dans l'économie vénézuélienne.

La récession n'a pas attendu la chute des cours

Les économistes affirment souvent que Nicolas Maduro aurait pu parfaitement éviter la catastrophe économique actuelle. Mais la récession a commencé bien avant la chute du prix du baril de pétrole. Ce que vivent les Vénézuéliens aujourd'hui, c'est l'effondrement de l'économie des importations, de l'économie portuaire qui a été à la base du modèle de Chavez. Avec le boom du pétrole, Chavez s'était totalement surendetté. Mais le bolivar est une monnaie faible qui a été surévaluée – et qui continue d'être surévaluée. Cette situation a créé des disparités énormes entre secteur officiel et secteur privé du fait des différents taux de changes, officiel et « parallèle ». De plus, il y a un total contrôle des changes. Ce très important décalage entre le vrai prix et le prix imposé par les contrôles se creuse jour après jour et les produits non régulés deviennent complètement inaccessibles à cause d'une inflation très élevée.

La politique de Chavez a été de faire de l'État une entreprise d'importation de toutes les denrées et marchandises. Il a créé des entreprises importatrices avec de l'argent public, qui payaient les fournisseurs étrangers en dollars, ceux que l'État obtenait de la rente pétrolière. Le résultat de cette politique a été une énorme corruption, manifeste lors de l'attribution de ces devises utilisées pour les importations. C'est tout un système de complicités internes par lequel les chefs de ces entreprises – dont un grand nombre de militaires – se sont beaucoup

enrichis... surtout s'ils avaient accès aux dollars! On n'importe pas en effet avec des bolivars, on importe avec des dollars. Qui a accès aux dollars bon marché, ceux de l'État, est riche... Il est membre de ce qu'on appelle la «bolibourgeoisie».

C'est ainsi que le modèle socio-économique mis en place par Hugo Chavez a permis, grâce au boom du pétrole, d'augmenter de manière disproportionnée les dépenses publiques et de créer une élite consumériste et corrompue. Mais il n'a pas créé pour autant une économie forte. La diminution des inégalités sociales prévue reposait en effet sur un modèle d'accroissement de la consommation et non de la production. L'État a assumé le rôle d'une entreprise importatrice, venant à importer jusqu'à 50 % des produits consommés au Venezuela. Et cela a entraîné la chute, voire la destruction de l'économie non pétrolière. Entre 2006 et 2012 la dette externe a été multipliée par cinq. La chute des prix du baril depuis 2014 a donc accentué la crise de ce modèle largement dépendant du pétrole. Mais l'étude des données économiques montre que la fin du dernier boom pétrolier (2006-2014) n'est pas la principale cause de cette crise profonde.